

Dossier n°980582

**A r r ê t é n° 99-DRCLE/4-131**

**fixant des prescriptions techniques complémentaires pour l'exploitation du centre de  
stockage d'ordures ménagères, résidus urbains assimilés et déchets banals  
de la Société J.J. BARBAUD SA TOP OUEST  
situé sur le territoire de la commune des EPESES**

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif à l'application de la loi précitée et notamment son article 18 ;

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU l'arrêté préfectoral n° 83-Dir.1-31 du 18 janvier 1983 autorisant la Sté OUEST-ORDURES à exploiter une décharge d'ordures ménagères sur le territoire de la commune des Epesses au lieu-dit "le Cerisier" ;

Considérant la nécessité au titre de la législation des installations classées de compléter l'acte administratif susvisé afin de mettre en conformité le site aux exigences de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux centres de stockage de déchets ménagers et assimilés et d'instaurer les garanties financières requises ;

VU l'étude de mise en conformité des zones restant à exploiter à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 établie par la SA JJ. BARBAUD - TOP OUEST le 16 juin 1998 ;

VU l'étude d'évaluation des montants qui doivent couvrir les garanties financières déposée par la SA JJ. BARBAUD - TOP OUEST le 19 octobre 1998 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 14 janvier 1999 ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 1er février 1999 ;

VU la lettre du 17 février 1999 du Directeur de la SA JJ. BARBAUD - TOP OUEST

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vendée.

## **A R R E T E**

-----

**Article 1<sup>er</sup>** - Monsieur le directeur de la SA JJ. BARBAUD - TOP OUEST, dont le siège social est sis route de Thouars - B.P. 235 - 79308 BRESSUIRE Cédex, est autorisé, suivant l'autorisation initiale délivrée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n° 83-Dir-1/31 du 18 janvier 1983, à poursuivre l'exploitation de son centre de stockage d'ordures ménagères, résidus urbains assimilés et déchets industriels banals, situé au lieu-dit "le Cerisier" sur le territoire de la commune des Epesses.

Ces installations classées pour la protection de l'environnement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature :

### Installations soumises à autorisation

- rubrique 322.B.2° : centre de stockage d'ordures ménagères et autres résidus urbains
- rubrique 167.B : centre de stockage de déchets industriels banals provenant d'installations classées.

### Abrogation des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 1983

Les prescriptions techniques d'exploitation définies de l'article 2 à l'article 13 de l'arrêté Préfectoral n° 83-Dir-1/31 du 18 janvier 1983 sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

### Durée de vie du site

L'activité de réception d'ordures ménagères, résidus urbains assimilés et déchets industriels banals avec stockage sur le site "du Cerisier" n'excède pas le 31 Mars 2001.

## **ARTICLE 2 - GENERALITES**

### **2.1. Caractéristiques des installations**

L'établissement, objet de la présente autorisation, est une installation de stockage :

- d'ordures ménagères et autres résidus urbains,
- de déchets industriels banals,
- de gravats, terres, déchets inertes.

La quantité enfouie d'ordures ménagères et autres résidus urbains, déchets industriels banals n'excède pas 250 t/jour et n'excède en aucun cas 60 000 tonnes par an. Les déchets industriels banals représentent au maximum 60 % du tonnage autorisé sur le centre de stockage.

Ce site dispose d'une unité de traitement des effluents liquides (eaux polluées et lixiviats provenant de l'exploitation des phases 2 et 3 du site).

Le site, pour l'ensemble de ses installations occupe les parcelles cadastrées section B n° 1, 2, 3, 8, 9 et 14 de la commune des Epesses représentant une superficie totale de 8 ha 25 a 60 ca.

### **2.2. Conformité aux plans et données techniques**

Les installations doivent être exploitées et aménagées conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier fourni pour la mise en conformité à l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification doit, avant sa réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

### **2.3. Réglementation de caractère général**

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 28 janvier 1993 du ministre de l'environnement concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération de matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.

### **ARTICLE 3 - AMENAGEMENT ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **3.A - Dispositions générales**

##### **3.A.1. Intégration paysagère**

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation, en exploitation et réalise les plantations éventuellement nécessaires à cet effet. Aucune plantation n'est toutefois réalisée sur la partie supérieure des casiers.

**3.A.2.** L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

**3.A.3.** L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. L'exploitant assure régulièrement la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie des installations et veille à ce que les véhicules sortant des installations ne puissent pas conduire au dépôt de terre ou à fortiori de déchets sur les voies publiques d'accès au site.

**3.A.4.** Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Elles précisent également les modalités d'intervention en cas de situations anormales ou accidentelles.

##### **3.A.5. Information du public**

A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits :

- la désignation de l'installation de stockage ;
- les mots : "installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976" ;
- le numéro et la date de l'arrêté d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouvertures ;
- "accès interdit sans autorisation" et "informations disponibles à" suivis de l'adresse de l'exploitant et de la mairie de la commune d'implantation ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ainsi que de la préfecture de Vendée.

Les panneaux doivent être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.

**3.A.6.** L'installation de stockage est équipée de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter l'appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

**3.A.7.** Les contrôles prévus dans le cadre du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

### **3.A.8. Rapport annuel d'exploitation**

Au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année N, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées, un rapport d'activité de l'installation au titre de l'année N-1. Ce rapport précise les quantités de déchets reçus par nature et origine géographique, il fait la synthèse des analyses et contrôles réalisés et fournit toute information pertinente sur la tenue de l'installation et sur son évolution pour l'année à venir.

Un exemplaire de ce rapport est adressé au Maire des Epesses.

## **3.B - Admission des déchets**

### **3.B.1. Information préalable à l'admission des déchets**

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, aux collectivités de collecte ou au détenteur une information préalable.

Lorsque la quantité annuelle de dépôt dépasse 50 tonnes, l'information préalable précise pour chaque type de déchet destiné à y être déposé, la provenance, les opérations de traitement préalable éventuelles, les modalités de la collecte et de la livraison et toute information pertinente pour caractériser le déchet.

Lorsque la quantité annuelle est inférieure à 50 tonnes, l'information préalable peut prendre la forme d'un bon d'admission délivré par l'exploitant au producteur de déchet. Ce bon apporte toutes les informations pertinentes sur les déchets admis.

Cette information préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser d'accueillir le déchet en question.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

### **3.B.2. Déchets admissibles**

- les ordures ménagères,
- les déchets ménagers encombrants,
- les déchets d'origine agricole ne présentant pas de danger pour la santé humaine et l'environnement,

- les boues en provenance de l'assainissement urbain dont la siccité est  $> 30 \%$ ,
- les refus des usines de broyage compostage,
- les boues organiques ou minérales ne comportant pas d'éléments polluants et présentant une siccité d'au moins  $30 \%$  notamment les boues et déchets de dégrillage issus des usines de traitement des eaux et de production d'eau, du dégrillage et curage des égouts urbains ;
- les déchets commerciaux et artisanaux assimilables aux ordures ménagères ;
- les déchets industriels "banals" recouvrant notamment les résidus suivants : caoutchouc, cartons, papiers, bois, emballages souillés, cellulose, cellophane, tissus, verre, laine de verre, cuir, chutes de matières plastiques, PVC, mousses de polyuréthane, résines polymérisées, bakélite, résidus de sablage. En aucun cas, ces déchets ne constituent des éléments valorisables au sens du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 sur la valorisation des emballages ;
- les mâchefers résultant de l'incinération des ordures ménagères dans les conditions d'acceptation dans les centres de stockage de classe 2 définis par la législation des installations classées ;
- les sables de fonderie suivant les critères d'admission définis au titre de la législation pour les centres de stockage de classe 2 ( $< 50 \text{ mg/kg}$  de phénols).

### **3.B.3. Déchets interdits**

Ne pourront être admis sur le centre les déchets suivants :

- les déchets dangereux tels qu'ils sont définis dans le décret n° 97.517 du 15 mai 1997 pris en application de l'article 2.1 de la loi du 15 juillet 1975 pouvant être à l'origine d'atteintes particulières pour l'environnement ;
- les boues organiques ou minérales et non toxiques avec une siccité inférieure à  $30 \%$  ;
- les déchets explosifs ou susceptibles de s'enflammer spontanément ;
- les acides et bases fortes susceptibles de réagir sur les autres déchets ou sur le matériau du site ;
- les fluides de coupe et sels solubles de métaux lourds ;
- les déchets contenant des substances radioactives ;
- les solvants organiques et P.C.B.
- les déchets hospitaliers contaminés (y compris les déchets assimilés) ;
- les produits toxiques, corrosifs ou instables ;
- les matières non refroidies dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ;

- les boues, goudrons acides et sels de trempe ;
- déchets provenant du raffinage du pétrole et de ses dérivés de la cokéfaction, des industries chimiques, pharmaceutiques, phytopharmaceutiques et des laboratoires ;
- les résidus de l'incinération des ordures ménagères autres que les mâchefers acceptés sur ce type d'installation par la législation des installations classées ;
- les déchets d'emballage valorisables par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie, conformément aux exigences du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994.

### **3.B.4. Origine géographique des déchets**

L'installation est destinée à accueillir pour les deux tiers les déchets ménagers et assimilés du département de la Vendée et notamment les déchets collectés sur les communes du Nord-Est vendéen.

Pour le tiers restant, les déchets proviennent du Nord du département des Deux-Sèvres.

### **3.C - Aménagement des installations**

#### **3.C.1. Clôture, voies d'accès et de circulation**

Afin d'en interdire l'accès, l'installation de stockage est clôturée par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. Un accès principal et unique doit être réservé aux livraisons de déchets. Tout autre accès à un usage secondaire est exceptionnel.

Les aires d'accueil et d'attente ainsi que les voies de circulation principales disposent d'un revêtement durable. Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles des chargements.

L'installation est équipée de moyens adéquats pour permettre le décrochage et le lavage des roues des véhicules en sortant.

L'accès au site se fait à partir de la RD 27 reliant les Epesses à Chambretau puis par la voie communale reliant la RD 27 à la RD 72.

#### **3.C.2. Moyen de suivi des quantités de déchets**

Un pont bascule muni d'une imprimante ou tout autre dispositif équivalent doit être installé à l'entrée de l'installation de stockage. Sa capacité minimum doit être au moins de 50 tonnes.

#### **3.C.3. Réalisation des casiers - Etanchéité (phase 3 du site)**

Une digue édifiée préalablement à l'exploitation avec compactage de matériaux du site ferme les talwegs constituant le site du "Cerisier".

La phase 3 du site en exploitation depuis début 1996, met en œuvre des casiers, limités par des digues.

Préalablement à la construction du casier, une tranchée drainante destinée à capter des circulations d'eaux souterraines superficielles éventuellement souillées par des lixiviats issus de la phase 2 du site, est réalisée. Celle-ci est située sous la digue de base du casier.

La chronologie de la construction de l'étage inférieur du casier respecte les dispositions suivantes :

- construction des digues : mise en œuvre par couches de 60 cm compactées soigneusement avec pentes extérieures et intérieures de 2/1 ;
- pose d'un géocomposite bentonitique, garantissant une perméabilité de  $10^{-9}$  m/s, en fond de casier et sur les digues ;
- pose d'un géotextile antipoinçonnant et d'une couche de protection d'un minimum de 30 cm avec le matériau du site ;
- séparation du casier en deux alvéoles d'environ 4 500 m<sup>2</sup> chacune, par une diguette étanchéifiée par géocomposite bentonitique ;
- pose d'un réseau de drains PEHD en fond de casier et de drains gabions sur les talus intérieurs pour drainage des eaux de percolation en point bas vers une lagune de réception spécifique ;
- stabilisation des talus intérieurs et extérieurs par émulsion bitumineuse et végétation par projection.

La digue périphérique de base présente une hauteur de 4 à 8 mètres par rapport au fond de forme et des pentes externes et internes à 2/1. Elle est surélevée au fil du remplissage par construction de diguettes superposées d'une hauteur maximale de 2,5 m jusqu'à sa cote définitive.

Des risbermes extérieures intermédiaires de 3 m de largeur sont constituées pour stabiliser le système et permettre l'accès pour l'entretien.

Les flancs supérieurs du casier au SO et NO sont dressés en partie inférieure dans le terrain naturel en place et en partie supérieure dans les digues d'exploitation de la zone 2. Les flancs du casier au sud ouest et nord ouest qui sont dressés dans le terrain naturel en place, reçoivent une étanchéité par géomembrane en PEHD ou géocomposite bentonitique recouvrant en tuiles le géocomposite bentonitique inférieur.

### **3.C.4. Collecte des lixiviats**

Pour la phase 1 du site exploitée de 1977 à 1984, les lixiviats sont récupérés par un massif drainant à l'intérieur du casier, en pied de digue barrant le talweg afin de diminuer la charge hydraulique sur l'ouvrage.

Les lixiviats collectés sont orientés vers la lagune n° 1 du dispositif de stockage et de traitement des lixiviats.



Pour la phase 2 du site exploitée de 1984 à 1995, le fond du site de dépôt présente une pente vers la digue aval barrant le talweg avec un point bas façonné en partie médiane de la digue et une canalisation traversant la digue.

Les lixiviats collectés par cette canalisation sont orientés vers la lagune n° 3 du dispositif de stockage et de traitement des lixiviats.

Pour la phase 3 du site exploitée depuis début 1996, le fond du site présente un point bas. Un réseau dense de drains, à l'intérieur de la zone de dépôt étanchéifiée (fond et flancs), constitué de tuyaux en PEHD noyés dans un massif de graviers propres est mis en place. Le collecteur de ce réseau est raccordé gravitairement à la lagune n° 4 du système de stockage et traitement des lixiviats.

### **3.C.5. Collecte des eaux superficielles de ruissellement**

Les eaux superficielles provenant du ruissellement sur le sommet collinaire du site du "Cerisier" et à l'amorce des vallons occupés par les alvéoles sont déviées.

Pour les phases 1 et 2 du site terminées en exploitation :

- un fossé périphérique est présent
  - en limite de la voie communale n° 10
  - en limite des parcelles cadastrées n° 2 et 546.
- un réseau est présent dans la couverture finale avec collecteur principal revêtu de béton. Ce réseau reçoit en outre les eaux de la partie amont du vallon du site 2 par l'intermédiaire d'un poste de relevage.

Pour la phase 3 du site en exploitation :

- les eaux provenant de la tête du vallon occupé par la zone de dépôt, des vallons adjacents, de la face externe de la digue périphérique du casier et de la voie d'accès au casier, sont collectées par un fossé parallèle à la limite Est du centre de stockage (parcelle cadastrée n° 14).

Les rejets issus des trois réseaux de collecte ci-dessus décrits sont le ruisseau du "Pont Cornu" par l'intermédiaire de canalisations appropriées. Les réseaux sont convenablement entretenus et pentés de façon à éviter toute stagnation d'eaux.

### **3.C.6. Collecte des eaux souterraines de la phase 3 du site.**

Les eaux souterraines circulant sous la membrane d'étanchéité de la zone de dépôt de la phase 3 sont collectés spécifiquement et orientés vers la lagune 5 du système de traitement et de stockage des lixiviats.

### **3.D. – Exploitation des installations**

#### **3.D.1. Contrôle d'admission**

Toute livraison de déchet doit faire l'objet d'une vérification de l'existence d'une information préalable en cours de validité et d'un contrôle visuel avant tout déchargement ou au moment du déchargement pour les bennes de collecte fermées avec compactage sur la zone d'exploitation.

La présence d'un responsable habilité à la réception est nécessaire pour toute livraison de déchets.

#### **3.D.2. Registre d'admission et refus d'admission**

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- le tonnage et la nature des déchets,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la collectivité de collecte, la date et l'heure de la réception,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le résultat des contrôles d'admission.

L'exploitant tient en permanence et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des refus d'admission où il note la nature, la quantité, la provenance des déchets ainsi que les motifs du refus.

#### **3.D.3. Surveillance – gardiennage**

Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles sont fermées à clef en dehors de ces heures.

#### **3.D.4. Mise en place des déchets pour la phase 3 du site en exploitation**

Il est procédé à l'organisation de l'exploitation de façon rigoureuse, par alvéoles de 5 000 m<sup>2</sup> environ, avec la mise en place de couvertures provisoires sur les zones en attente pour limiter les infiltrations d'eau de ruissellement et les envols.

Les deux alvéoles d'exploitation par niveau sont matérialisées par des digues intermédiaires en matériaux inertes de pente de talus externe et interne 1/1 et de 2,50 m de haut, accessibles par une voirie réalisée au fur et à mesure en fonction du rythme de remplissage du casier en exploitation.

L'exploitation s'effectue alvéole par alvéole, en commençant par l'alvéole la plus éloignée du ruisseau du "Pont Cornu" pour des questions d'accessibilité.

Les camions atteignent le casier en cours d'exploitation grâce à une voie de circulation adaptée, le plus souvent aménagée sur les déchets du niveau d'exploitation précédent.

Le déversement des déchets s'effectue directement dans l'alvéole en exploitation. Les déchets sont repris par un compacteur pour être étalés en couches successives d'épaisseur modérée de manière à obtenir un très bon compactage.

Pour la partie supérieure de la phase 3, une seule alvéole peut être édifiée pour le niveau considéré d'une superficie supérieure à 5 000 m<sup>2</sup> mais inférieure à 10 000 m<sup>2</sup>.

La topographie du site de la phase 3 à l'état final correspond à celle figurant sur le plan topographique au 1/1000<sup>ème</sup> du dossier communiqué à l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement le 21 Janvier 1999 et référencé NT 613196 PO1 O1A. (cote 232 m NGF maximum en partie centrale du site après réaménagement).

### **3.D.5. Plan d'exploitation**

L'exploitant doit tenir à jour un plan de l'installation qui est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Il fait apparaître notamment le schéma de collecte des eaux, le schéma de collecte du bio-gaz, les niveaux topographiques des terrains, les zones en exploitation, exploitées et réaménagées.

### **3.D.6. Chiffonnage et récupération**

Les activités de tri, le chiffonnage et de récupération sont interdites sur la zone d'exploitation.

### **3.D.7. Couverture du site de la phase 3**

Dès que la cote maximale pour le dépôt des déchets est atteinte, une couverture provisoire en arène granitique de 0,3 mètre est mise en place dans l'attente de l'installation du réseau de drainage de biogaz.

Dès la mise en place de ce réseau la couverture finale est réalisée. Cette couverture présente en permanence une pente d'au moins 3 % permettant de diriger les eaux de ruissellement vers des dispositifs de collecte. Cette pente ne doit pas créer de risques d'érosion de la couverture en place.

La couverture se compose du bas vers le haut :

- d'une couche drainante participant à la collecte et au captage du biogaz dans laquelle est installé le réseau de drainage et captage de ces gaz (ce réseau de drainage peut être situé au sein du massif des déchets) ;
- d'un écran semi-perméable réalisé à l'aide de matériaux argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'au moins 1 m ou tout dispositif équivalent ;
- d'un niveau suffisant de terre végétale permettant l'ensemencement en prairie et favorisant l'évapotranspiration.

Dès la mise en place de la couche de terre végétale, le casier est revégétalisé. La couverture végétale est régulièrement entretenue.

Le réaménagement définitif du secteur 2b de la phase 2 du site "le Cerisier" est coordonné avec celui du secteur de la phase 3. Le réseau de drainage du bio-gaz est en particulier étendu à cette zone.

### **3.E. - Cessation d'activité et suivi des installations**

**3.E.1.** Après comblement du site, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture, au suivi du site ou au maintien en opération des dispositifs de captage du bio-gaz et des lixiviats sont supprimés.

**3.E.2.** Conformément à l'article 34 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, l'exploitant adresse au moins six mois avant la fin de l'exploitation un dossier comprenant :

- le plan d'exploitation à jour du site ;
- un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement ; un descriptif de l'insertion du site dans l'environnement ;
- le relevé topographique du site et une étude de stabilité du dépôt ;
- l'analyse détaillée des résultats d'analyses des eaux souterraines pratiquées depuis au moins 5 ans ;
- une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte ;
- un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières.

### **3.F. - Garanties financières**

En application des articles 23.2 à 23.7 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977, l'installation dispose de garanties financières relatives à :

- la surveillance du site,
- les interventions en cas d'accident ou de pollution,
- la remise en état du site après exploitation.

Cette disposition est exigible à compter du 14 juin 1999 pour l'exploitation de la phase 3 du site.

Le montant des garanties financières est ainsi fixé pour la période allant du 14 juin 1999 au 31 décembre 2000 (fin d'exploitation du site) :

- coûts d'intervention en cas d'accident ou de pollution : 265 KF
- remise en état après exploitation : 888 KF
- coût de surveillance du site : 2254 KF

L'exploitant fournit pour le 14 juin 1999, un acte de cautionnement solidaire conforme au modèle figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 pour le montant total de 3407 KF HT soit 4115 KF TTC et la durée minimum fixée ci-dessus.

Trois mois avant l'échéance de cette première période, l'exploitant adresse, si nécessaire, à Monsieur le Préfet, un document proposant une nouvelle période de garanties avec les coûts nécessaires pour les travaux relatifs à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution et de la remise en état du site après exploitation. Ce document fait état de la situation du centre d'enfouissement au regard des prescriptions d'exploitation fixées par l'arrêté avec actualisation du plan prévisionnel d'exploitation.

Les montants requis pour la ou les nouvelles périodes d'exploitation proposées sont notifiés à l'exploitant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris au titre de la législation des installations classées.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après la mise en œuvre des modalités prévues à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976.

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 23 de la loi du 19 juillet 1976,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

### **3.G. – Mise en place de servitudes d'utilité publique**

A la fin de l'exploitation du site, des servitudes d'utilité publique sont instituées sur tout ou partie de l'installation. Un arrêté complémentaire précise les conditions de mise en place de ces servitudes ainsi que leur durée.

## **ARTICLE 4 – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

### **4.A. Maîtrise des eaux de ruissellement et normes de rejet**

Les eaux superficielles de ruissellement sont maîtrisées et collectées suivant les indications du paragraphe 3.C.5. du présent arrêté.

Les rejets issus des trois réseaux de collecte au ruisseau du "Pont Cornu" ne doivent pas contenir plus de 150 mg/l en DCO, 30 mg/l en MES et 5 mg/l en hydrocarbures totaux (norme NFT 90203).

#### **4.B. Maîtrise des écoulements accidentels de produits pétroliers sur le site**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

#### **4.C. Maîtrise de la collecte des eaux souterraines sous la zone étanchéifiée de dépôt de la phase 3 et normes de rejet.**

Les eaux sont collectées par une canalisation spécifique les orientant vers un bassin étanchéifié artificiellement de 300 m<sup>3</sup> assurant une décantation. Le rejet des eaux issues de ce bassin s'effectue par une canalisation spécifique vers le ruisseau du "Pont Cornu", ou en cas de nécessité de traitement vers la filière d'épuration spécifique. Les eaux ainsi rejetées ne doivent pas contenir plus de 150 mg/l en DCO, 30 mg/l en MES et 5 mg/l en hydrocarbures totaux (norme NFT 90203).

#### **4.E. Maîtrise des lixiviats – Normes de rejet – Contrôles**

##### **4.E.1. Lixiviats de la phase 1 d'enfouissement**

Les lixiviats du site de la phase 1 sont conduits pour traitement vers une série de deux lagunes d'un volume total de 4 000 m<sup>3</sup>. Le rejet issu de ces deux lagunes s'effectue vers le ruisseau du "Pont Cornu".

##### **4.E.2. Lixiviats de la phase 2 d'enfouissement**

Les lixiviats du site de la phase 2 et les suintements éventuels de la digue aval du site ont pour exutoire la lagune dite n° 3 étanchée par PEHD d'un volume de 2 300 m<sup>3</sup>. Ils sont repris de cette lagune et envoyés vers une filière d'épuration spécifique.

##### **4.E.3. Lixiviats de la phase 3 d'enfouissement**

Les lixiviats du site de la phase 3 ont pour exutoire la lagune dite n° 4 étanchée par PEHD et équipée d'un système d'aération d'un volume de 900 m<sup>3</sup>. Ils sont repris de cette lagune et envoyés vers une filière d'épuration spécifique.

**4.E.4. Normes de rejet pour les lixiviats traités rejetés au milieu naturel – “Ruisseau du Pont Cornu”.**

Les lixiviats traités provenant de chacune des filières (filière 1 : lixiviats phase 1 – Filière 2 : lixiviats phase 2 et 3) peuvent rejoindre le ruisseau du “Pont Cornu” sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- aménagement du point de rejet des effluents liquides pour permettre l'exécution aisée de prélèvement, la mise en place de matériels de mesure et de lecture du débit instantané rejeté,
- valeurs limites à respecter avant rejet dans le milieu naturel :
  - pH compris entre 6,5 et 9
  - hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90203)
  - DCO sur échantillon filtré < 300 mg/l – DBO5 < 100 mg/l
  - carbone organique total < 70 mg/l (COT)
  - MES totales < 100 mg/l
  - Azote ammoniacal : < 20 mg/l
  - Phosphore total < 2 mg/l
  - Phénols < 0,1 mg/l
  - Métaux lourds totaux < 15 mg/l dont  $\text{Cr}^{6+}$  < 0,1 mg/l, Cd < 0,2 mg/l, Pb < 1 mg/l, Hg < 0,05 mg/l, Zn < 5 mg/l
  - Cyanures libres < 0,1 mg/l
  - As < 0,1 mg/l
  - Fluorures < 50 mg/l
  - AOX < 5 mg/l

Pour le traitement de lixiviats issus des phases 2 et 3 d'exploitation du site, la SA J.J. BARBAUD dispose d'une filière d'épuration spécifique par filtration membranaire (bioréacteur à membrane) qui est complétée afin d'assurer le respect des normes ci-dessus au plus tard pour le 15 Juillet 1999 par une filière de traitement par osmose inverse. En attente, la valeur maximale de la DCO pour le rejet issu de la station est fixée à 800 mg/l.

Pour les rejets issus de cette filière d'épuration, les valeurs suivantes sont aussi observées :

- débit maxi horaire :  $2,7 \text{ m}^3/\text{h}$
- débit maxi journalier :  $64 \text{ m}^3$ .

**4.E.5. Dispositions spécifiques pour le renvoi des concentrats obtenus par le traitement complémentaire d'osmose inverse.**

Les concentrats issus du traitement complémentaire par osmose inverse peuvent être envoyés à raison d'une quantité maximum journalière de  $16 \text{ m}^3$  en recyclage sur la casier de la phase 3 étanchéifié en cours d'exploitation par le biais de drains situés au niveau supérieur des casiers de déchets en fin d'exploitation.

Ce renvoi est conditionné au respect des conditions suivantes :

- mise en place d'un suivi analytique comportant :

\* une analyse hebdomadaire des lixiviats issus de la phase 3 avant et après traitement portant notamment sur la DCO, la teneur en fer et en chlorures

\* une analyse mensuelle de la qualité des concentrats (métaux, sels...)

- mise en place d'un suivi quantitatif pour l'apport des concentrats dans le casier.

#### **4. E.6 – Auto-surveillance des rejets aqueux**

Pour les rejets de lixiviats au milieu naturel, l'exploitant procède à une vérification de leurs caractéristiques. Les résultats de ce contrôle sont adressés à l'inspecteur des installations classées.

Ces vérifications comportent :

- un relevé journalier du débit de lixiviats entrant et du débit d'effluents rejetés pour la station de traitement spécifique ;

- une mesure hebdomadaire du pH de la teneur en DCO et MES pour les deux filières.

Par ailleurs, une analyse trimestrielle est effectuée par un laboratoire extérieur sur un échantillon représentatif de l'effluent traité rejeté par les deux filières et portant sur l'ensemble des paramètres prévus en 4.E.4.

Pour les rejets des eaux superficielles de ruissellement et des eaux souterraines drainées de la phase 3, l'exploitant procède à une vérification trimestrielle de leurs caractéristiques au regard des normes imposées.

#### **4.F - Eaux souterraines**

Afin d'effectuer le contrôle des eaux souterraines éventuelles, un réseau de cinq piézomètres est installé dont deux en aval hydraulique du site.

Ces forages ont une profondeur minimum de 10 m par rapport au terrain naturel. A la demande de l'inspecteur des installations classées, d'autres piézomètres peuvent être installés à des emplacements différents.

Afin de les protéger des infiltrations des eaux de ruissellement, les piézomètres comportent un tubage P.V.C. muni d'un bouchon.

Un relevé des niveaux d'eau présents dans chaque piézomètre est effectué chaque année en période d'étiage et en période de hautes eaux avec consignation des valeurs sur un registre. Des prélèvements sont effectués, pour analyse, dans les cinq piézomètres.

La fréquence de ces prélèvements, qui sont réalisés après un pompage suffisant, est trimestrielle.



Les analyses de ces eaux portent au moins sur la détermination des caractéristiques suivantes : pH, DCO, MES, COT, AOX, NO<sub>2</sub>, NO<sub>3</sub>, NH<sub>4</sub>, Cl, SO<sub>4</sub><sup>-2</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Na<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, Mn<sup>2+</sup>, métaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg) DBO<sub>5</sub>, streptocoques fécaux (par 100 ml) coliformes totaux (par 100 ml).

#### **4.G. Transmission des résultats**

Les résultats des analyses prévues en 4E5, 4E6, 4F, sont adressés à l'inspecteur des installations classées dès réception et en tout état de cause, avant le 30 du mois qui suit l'échéance trimestrielle.

Les prélèvements et analyses susvisés sont réalisés par un établissement ou organisme soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

Des prélèvements et analyses supplémentaires des eaux de nappe, de percolats ou d'eaux de ruissellement peuvent être demandés par l'inspecteur des installations classées à la charge de l'exploitant, notamment en cas de constatation de dégradation des eaux de la nappe.

Ces résultats sont archivés cinq ans.

### **ARTICLE 5 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **5.1. Prévention des odeurs**

L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. Dès qu'un foyer d'émission d'odeurs est mis en évidence, il est traité sans délai. Pour le casier en exploitation de la phase 3, des mesures adaptées de traitement des odeurs ou de limitation des émissions sont mises en place en période estivale.

#### **5.2. Prévention des envols**

Le mode de mise en place des déchets doit permettre de limiter les envols. Si nécessaire, l'exploitant met en place autour de la zone en exploitation un système permettant de limiter les envols et de capter les éléments légers.

**5.3.** L'exploitant prend les mesures nécessaires pour la lutte contre la prolifération des rats et des insectes.

**5.4.** Tout brûlage de déchets à l'air libre est strictement interdit.

#### **5.5. Drainage et collecte du biogaz**

Un réseau de drainage des émanations gazeuses conçu et dimensionné pour assurer une captation optimale du biogaz est mis en place en fin de l'exploitation pour la phase 3 et la partie restante de la phase 2 du site non équipée.

### 5.6. Contrôle du biogaz

Les installations de destruction, de stockage ou de valorisation du bio-gaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du bio-gaz capté dans son installation, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub>O. La fréquence des analyses est semestrielle.

En cas de destruction par combustion, la température doit être au moins de 900°C et mesurée en continu. Les émissions de SO<sub>2</sub>, CO, poussières, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

La teneur en poussières des gaz émis est < 10 mg/Nm<sup>3</sup> et la teneur en CO < 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

### **ARTICLE 6 – PREVENTION DES NUISANCES SONORES**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits dans l'environnement par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables à l'établissement, notamment pour la mesure des émissions sonores et les valeurs limites.

Les installations doivent être construites, équipées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une nuisance pour celui-ci. Les dispositions du présent article sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris les bruits émis par les engins et véhicules visés au présent article.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible Pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible Pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence sont les constructions et habitations des hameaux sis au-delà de 500 mètres des limites de la zone d'enfouissement.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-joint qui fixe les points de contrôles et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles en limite de propriété de l'établissement.

Niveaux limites admissibles de bruits en dB(A)		
	de 7 h à 22 h	de 22 h à 7 h
Toutes les limites de l'exploitation	65	55

#### **Véhicules – engins de chantiers – haut-parleurs**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **ARTICLE 7 - DECHETS**

7.1. Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

7.2. Les déchets sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976 dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement.

7.3. L'exploitant doit toujours être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées à l'aide de tout document tel que bon de prise en charge ou certificat d'élimination délivré par l'entreprise de collecte ou de traitement à laquelle l'exploitant a fait appel.

## **ARTICLE 8 - SECURITE - INCENDIE**

**8.1.** L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, en nombre suffisant et judicieusement répartis. Ils comportent notamment :

- la présence d'une quantité de matériaux de couverture de 200 m<sup>3</sup>. Cette réserve peut faire partie de celles nécessaires à l'exécution de la couverture du casier en cours,
- la présence d'un volume minimum de 200 m<sup>3</sup> d'eau dans le bassin des lixiviats traités. Des points d'aspiration sont aménagés à partir de ce bassin avec des aires de stationnement de 12 m<sup>2</sup> pour les motopompes et 32 m<sup>2</sup> pour les véhicules incendie. Les points d'aspiration ainsi que les accès sont accessibles en toutes circonstances,
- la présence d'un extincteur à poudre de capacité suffisante et homologué sur chacun des engins utilisés pour l'exploitation du centre d'enfouissement.

Des consignes particulières d'incendie sont établies. Elles sont affichées ainsi que le numéro de téléphone et l'adresse du poste de sapeurs pompiers le plus proche. Elles indiquent la conduite à tenir et les mesures à prendre en cas d'incendie (alerte, évacuation et intervention du personnel).

Un plan de prévention est élaboré par l'exploitant pour compléter les consignes.

**8.2.** En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégralité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertit immédiatement l'inspecteur des installations classées.

Il fournit à ce dernier dans un délai d'un mois, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises ou prévues pour éviter qu'il ne se reproduise.

## **ARTICLE 9 – HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS**

En aucun cas, ni à aucune époque, les dispositions du présent arrêté ne peuvent faire obstacle à l'application des dispositions par le livre II du code du travail et des déchets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposés aux mesures qui pourraient être ordonnées dans ce but.

## **TITRE 10 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 10.1 - Publicité de l'arrêté**

**10.1.1.** - A la mairie de la commune des Epesses

\* une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée,

\* un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture, bureau de la protection de l'environnement.

**10.1.2. -** Un avis est inséré par les soins du Préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusé dans tout le département.

**Article 10.2. - Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

**Article 10.3. - Pour application**

Le secrétaire général de la Préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, les inspecteurs départementaux des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié, pour information, au :

- directeur départemental de l'Equipeement,
- directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- directeur départemental du Travail et de l'Emploi,
- chef du S.I.A.C.E.P.C.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON, le 15 MARS 1999

Le Préfet,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,

Yves LUCCHESI

**A r r ê t é** n° 99-DRCLE/4-11 fixant des prescriptions techniques complémentaires pour l'exploitation du centre de stockage d'ordures ménagères, résidus urbains assimilés et déchets banals de la Société J.J. BARBAUD SA TOP OUEST situé sur le territoire de la commune des EPESSSES